

L'Humanité Rouge



Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

0,50 F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

PUBLICATION DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Numéro spécial
d'ESSAI
vendredi 14 février 1975

Réforme Haby

CAMOUFLER L'ÉCOLE DE CLASSE

Chaque printemps a sa réforme de l'enseignement ; et chaque fois, parents, élèves, enseignants s'y perdent un peu plus ; les choses vont de mal en pis.

Cette fois, on a voulu donner le change : René Haby est du «milieu enseignant» ; sa réforme touche à l'ensemble du système scolaire — «la plus audacieuse depuis Jules Ferry» avait prétendu Giscard — ; un document de 150 pages sera «l'objet d'une large concertation nationale» ; on demandera leur avis aux élèves ; et déjà Haby se démène à la télé et à la radio pour expliquer sa réforme.

Deux ou trois remarques peuvent être faites d'ores et déjà :

1) école maternelle : Haby fait miroiter le «34 élèves par classe» — la règle est de 45 élèves aujourd'hui ! — mais ne peut donner «aucune précision» sur les délais ! Donc, classes terriblement surchargées longtemps encore. Surtout, Haby cache les projets que la secrétaire d'Etat Lesur avait dévoilés en septembre : la transformation déguisée des écoles maternelles en simples garderies, sous couvert d'aider les mères en prenant les enfants en charge de 7 h 30 à 19 h.

2) entrée à l'école primaire : elle sera variable ; les enfants «doués» y entreront à 5 ans, les autres à 6 ans ; il faut «respecter la maturité des enfants !» ; ce système existe déjà plus ou moins officiellement ; or ce sont les enfants de la bourgeoisie qui «sautent» une classe et non les autres ! Mais Haby ne le dit pas !

3) classes à vitesses variables : un enfant sur quatre n'arrive pas à apprendre à lire en un an ; on crée donc deux circuits : un «normal», un «accélééré». Autrement dit un circuit pour

les pauvres, un circuit pour les riches ; car 63 % des enfants des classes populaires ont des «résultats nuls ou insuffisants» et redoublent à la fin de leur première année ; 83 % des enfants de la bourgeoisie ont de «bons résultats» ! Avec ce système «pas de redoublement» ; Haby en est fier. Il y aura donc les «traînard» et les «lumières». Ce système existe déjà dans des écoles expérimentales ; il tente de masquer les différences de classe ; au bout du compte, ce sont toujours les mêmes que l'école rejette : les enfants des classes populaires, toujours les mêmes qu'elle cajole, ceux de la bourgeoisie !

Même poudre aux yeux dans les autres points-clés de la réforme : collèges pour tous, lycées d'enseignement professionnels (ex-C.E.T.), terminales à option, enseignement manuel et «portif», etc. Derrière des propositions «raisonnables» qui veulent faire illusion, il y a la volonté de masquer les contradictions de classe qui secouent l'école.

Avec la réforme Haby, elle reste l'école capitaliste ; cela est sûr quoi que prétende Haby qui veut résoudre le «problème de l'égalité des chances» et créer «l'école adaptée à la société de l'an 2000». Aucune «réforme» ne mettra l'école au service du peuple dans la société capitaliste ; pas plus celle de Haby que celle des révisionnistes qui prétendent «former l'homme, le travailleur, le citoyen» en proposant des aménagements qui ressemblent à ceux de Haby, comme deux gouttes d'eau !

Nous reviendrons là dessus, et sur la «réforme Haby» dans nos prochains numéros.

Camille Granot

AUX NATIONS UNIES

Le colonialisme français mis en cause

Devant le comité de décolonisation des Nations Unies, M. Satya N. Nandan, représentant des Îles Fidji, visant les territoires «français» d'Outre-mer, a déclaré :

«... le statut de nombreux départements et territoires d'Outre-mer n'est rien d'autre qu'un camouflage à la poursuite de l'hégémonie coloniale et impériale... il faut observer que certains territoires ne figurant pas sur la liste (du comité) n'ont pas été

décolonisés... lvers lesquels! le comité doit tourner son attention»

Cette dernière remarque concernait le cas des Comores, où, comme on sait le référendum de décembre dernier s'est soldé par une écrasante majorité pour le «oui à l'indépendance».

Soutenons les droits nationaux légitimes des peuples encore dominés par le colonialisme français !

Luttes populaires à Taiwan

L'économie de la province de Taiwan se détériore rapidement sous la domination des réactionnaires. D'après Chine Nouvelle :

«Depuis un an, les ouvriers, les paysans et les étudiants de diverses régions de Taiwan ne cessent de

REGIE RENAULT

Grève déclenchée par les carristes

En dernière minute,
un ouvrier
de Renault-Billancourt
nous communique :

«Les deux équipes de carristes, environ cent ouvriers, de l'île Seguin et des ateliers du Bas-Meudon de la régie Renault sont en grève depuis mardi matin.

Ils demandent le coefficient 180 maxi pour tous, parce que la subtilité de la grille des classifications des salaires à Billancourt est telle qu'à travail égal, il y a 9 salaires différents pour les ouvriers spécialisés.

En avançant «une même classification pour tous», les carristes combattent le système de division mis en place par la direction. Celle-ci ayant bien entendu refusé de les recevoir, les carristes ont, dans un premier temps, bloqué des allées de l'usine avec les fenwick, rendant impossible la continuation du travail dans les ateliers du Bas-Meudon, tout en permettant la popularisation de la lutte.

La direction après des manœuvres d'intimidation (tract du directeur Vacher) a usé d'un stratagème pour débloquent les allées : prétendant qu'il y avait un accident dans l'usine, elle a envoyé une ambulance devant laquelle les grévistes ont dû libérer le passage.

Mais cela n'a pas empêché la grève de se poursuivre mercredi, en ayant le soutien actif de beaucoup d'ateliers. Certains d'entre eux ont fait des arrêts de travail de deux heures en présentant la même revendication.

La grève est impulsée par des syndicalistes ouvriers CFDT. La CGT ayant, comme à l'habitude, pris le train en marche...

A travail égal, salaire égal !

A bas la division semée chez les ouvriers !»

livrer combat contre la clique de Tchiang Kai Chek»

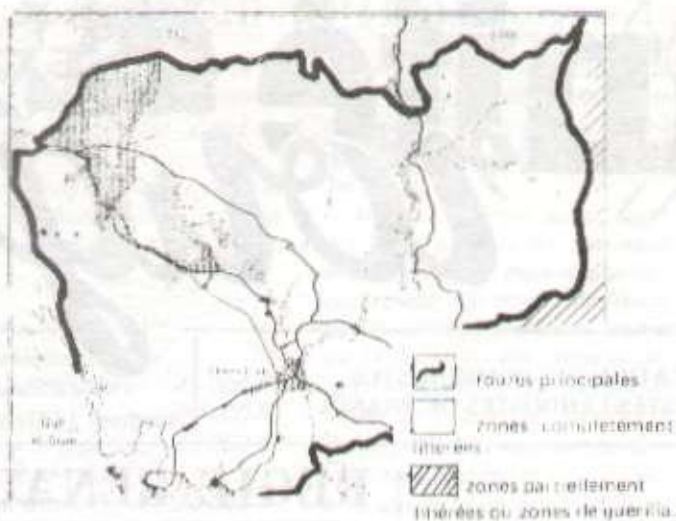
Le coût de la vie est en augmentation constante. De nombreuses grèves sont signalées.

Ce soir... sur la situation au Portugal

Des amis portugais se réclamant du «parti communiste du Portugal - marxiste-léniniste» nous ont demandé d'annoncer qu'une soirée concernant la situation dans leur pays se déroulera ce soir, 14 février, à 21 heures à la M.J.C. de Boulogne-Billancourt, rue de Silly.

Ils appellent les marxistes-léninistes à venir nombreux soutenir leur juste combat contre le social-impérialisme russe et contre le social-fascisme au Portugal.

CAMBODGE : l'étou se resserre



La carte du Cambodge est assez parlante : la clique traître de Lon Nol ne contrôle à grand peine que quelques enclaves reliées à la capitale par des parachutages ; à Kampot, il a fallu parachuter de l'eau, car l'usine à eau en amont de la ville a été occupée par les Forces Armées

Populaires : un litre d'eau vaut 2 à 3 fois plus cher qu'un litre d'essence ! Selon les informations occidentales, Phnom Penh possède 3 semaines de riz, 2 semaines de carburant d'avance !

La clique Lon Nol ne produit rien : et pour cause elle dépend entièrement des impérialistes a-

méricains pour son ravitaillement en vivres et en munitions. Washington la porte à bout de bras ; sans lui, elle n'est plus rien. Aussi la réclamation de 82 parlementaires américains de cesser l'aide à Lon Nol et à Thieu revêt-elle une grande importance. Jamais fantoches U.S. n'ont été si artificiels, si étrangers à leur pays ; quelque soit le soutien U.S., ils sont perdus, car dans la capitale et toutes les villes encore occupées, les luttes populaires s'amplifient : les ouvriers occupent leurs usines, les enseignants et les étudiants s'opposent au racolage ; la situation est explosive.

Parallèlement, les offensives commencées début janvier continuent et l'étou se resserre autour de Phnom Penh ! La situation est tout à fait claire et excellente pour les patriotes cambodgiens : que Washington cesse son soutien à Lon Nol, le pays tout entier retrouvera son gouvernement légitime : le G.R.U.N.C. !

7,5 millions de chômeurs aux Etats-Unis

7,5 millions de chômeurs en janvier aux Etats-Unis, soit 8,2 % des travailleurs ; jamais un tel taux n'avait été atteint depuis 32 ans !

D'autres chiffres en disent long sur la crise :

- en 1974, les salaires réels des ouvriers américains ont diminué de 5% (selon la presse américaine) ;

- durant la première moitié de 1974, 5 200 entreprises ont fait faillite aux Etats-Unis soit une augmentation de 6% par rapport à la même période de l'année passée ; le 8 octobre 1974, la New York Franklin National Bank, de 5 000 millions de dollars de capital, a déclaré faillite : c'est la plus grande faillite bancaire de l'histoire des Etats-Unis.

Les luttes ouvrières elles aussi se sont développées : 3 240 grèves dans les premiers six mois de 1974, engageant 1 650 000 ouvriers, soit 650 000 de plus que l'année précédente pendant la même période.

Depeches ...

Le Tiers Monde s'entraide : la ligue arabe vient de faire don de 8 millions de dollars à la Somalie sinistrée par la sécheresse ; la Zambie a alloué un prêt à bas intérêt au Mozambique pour l'aider à surmonter des difficultés économiques ; un prêt de 29 millions de dollars à bas taux d'intérêt a été accordé par le Koweït au Bangla Desh pour réaliser des projets d'électrification.

En Palestine occupée, la résistance palestinienne a frappé de nuit le centre commercial d'Ashdod, ville portuaire située à 30 km au Sud de Tel Aviv ; 7 magasins et un restaurant ont été détruits.

Un appel des parents de 700 détenus palestiniens a été lancé à l'O.N.U. et à plusieurs gouvernements ; enfermés dans la prison sioniste de Bir El-Sabah, « ils font l'objet de tortures, sont mal nourris et totalement négligés du point de vue sanitaires ».

Sud Vietnam : le 7 février dernier, le porte-parole du département à la défense U.S. a admis que « les Etats-Unis avaient introduit des officiers de l'armée de l'air U.S. au Sud Vietnam ; le ministère des Affaires Etrangères de la République du Sud Vietnam condamne l'engagement militaire accru des Etats-Unis au Sud Vietnam ».

PARIS LE 21 FEVRIER
A LA MUTUALITE
MEETING ANTI-IMPERIALISTE
ORGANISE PAR LE
CILA (Centre d'Information
sur les Lutttes Anti-impérialistes)
et le
MNSPI (Mouvement National
de Soutien aux Peuples d'Indochine)

COMECON

"Grande famille socialiste" ou système d'exploitation

Pour désigner le COMECON — marché commun des pays de l'Europe de l'Est — la presse soviétique parle « de grande famille » dont l'URSS serait le père bienfaiteur.

Curieux bienfaiteur qui tire profits et avantages politiques du COMECON. Qu'on en juge !

1) L'URSS contrôle l'approvisionnement en matières premières des pays de l'Est. Exemple : 100% du charbon, 60 à 86% des minerais de fer, 75% du fer et de l'acier bulgares ! L'URSS a réduit l'approvisionnement de la R.D.A. : 13 matières premières sur 26 ont diminué en quantité de 1971 à 1973 ! Les impérialistes de Moscou veulent tenir ces pays à leur merci ! Et à des prix bien plus élevés que ceux qu'ils consacrent à l'Europe de l'Ouest : de 1962 à 1971, ils ont ainsi extorqué 371 millions de roubles à la Bulgarie, ils gênent le développement économique de la R.D.A., comme l'a indiqué

lui-même l'un des dirigeants du parti socialiste unifié d'Allemagne (révisionniste) : « La cause principale des difficultés parues au cours des premiers mois de cette année réside dans la fourniture retardée ou perturbée d'importantes matières premières ».

2) L'URSS contraint les pays du COMECON à développer certains secteurs suivant ses propres besoins ; 60% de la capacité productive de la construction mécanique bulgare est destinée à l'URSS ; 90% des broyeurs, calculateurs électroniques exportés vers l'URSS, etc... De la même façon, la R.D.A. a du investir 500 millions de marks en URSS envoyer main d'œuvre et capitaux sur le champ de gaz naturel d'Orenbourg (URSS), poser 550 km de gazoduc allant d'Orenbourg à la frontière d'URSS.

Curieux esprit de famille en effet !

(d'après l'Agence Chine nouvelle)

GREVES EN GRANDE-BRETAGNE

- Grèves de métallos le 7 février à Ebbw Vale au Pays de Galle, contre la fermeture d'usines et les licenciements : 2 000 manifestants se sont rassemblés au centre de la ville.

- D'autres grèves récentes : à l'usine de Cowley de la firme automobile Leyland, les ouvriers ont tenu quatre semaines ; les employés des aéroports de Londres et de Manchester, les électriciens les ont suivis.

"Zeri i Popullit" dénonce l'hégémonisme russe

« Zeri i Popullit », organe central du parti du travail d'Albanie, dans un commentaire du 6 février, écrit :

« ... L'hégémonisme, en tant qu'un des traits caractéristiques du social impérialisme soviétique, se manifeste ouvertement dans ses prétentions et ses tentatives successives visant à établir sa domination mondiale. Aujourd'hui dans le monde, il n'existe pas de région où les sociaux-impérialistes de Moscou ne veulent étendre leurs griffes impérialistes... L'hégémonisme russe se fonde sur la nature agressive du social-impérialisme soviétique qui, afin de réaliser ses objectifs expansionnistes, recourt aux chantages et aux blocus, aux provocations et aux agressions armées. Il provoque continuellement au Moyen Orient et partout dans le monde émeutes et tensions ».

Vient d'arriver

"LE JOURNALISTE AFRO-ASIATIQUE" N° 3 - 1974

Au sommaire :

L'impérialisme à la recherche des bucs émissaires — Le développement économique de la Chine nouvelle en 25 ans — L'économie des pays occidentaux va se détériorant — Le Tiers Monde à la conférence sur la population de l'O.N.U. — Une grande victoire du peuple de Guinée-Bissau — La véritable indépendance : le résultat logique de la guerre populaire — L'Asie du Sud, l'expansionnisme indien et l'hégémonisme soviétique — L'arrière plan des relations nippo-sud-coréennes — Le peuple cambodgien poursuit ses offensives et s'achemine vers la victoire totale — Les peuples latino-américains luttent pour leurs droits et intérêts économiques —

En vente à la librairie des Herbes Sauvages - 70, rue de Belleville 75020 - Paris -

TOULOUSE :

Grève avec occupation à l'usine Badin-industrie

La majorité des travailleurs de Badin-Industrie a déclenché une grève avec occupation de l'usine à partir du lundi 3 février au matin.

C'est une entreprise de la banlieue toulousaine employant une quarantaine de personnes environ : la fabrication de pièces en sous-traitance, essentiellement pour l'aéronautique.

Depuis plusieurs mois, le mécontentement est vif chez les travailleurs. Les salaires sont bas et ne sont pas réévalués malgré les promesses du patron. A la suite «d'erreurs de gestion» (malversations diverses), l'ancienne direction a été «démissionnée». Depuis, les travailleurs ont eu affaire à diverses personnes qui leur font toutes le même chantage : soyez patients et pas trop exigeants sinon on sera obligé de fermer la boîte. Un certain nombre de faits ont confirmé que des menaces sérieuses pèsent sur l'emploi : des ouvriers sont retirés de leur poste de travail à une machine et mis à des postes improductifs (pour pouvoir par la suite «justifier» leur licenciement ?).

Il y a quelques mois, l'entreprise voisine Sindetec, associée à Badin, a déposé le bilan.

A Badin, devant les pleurnicheries hypocrites des patrons qui leur disent que leur mauvais travail est responsable de la situation, les ouvriers répondent : «c'est faux, seule la direction est responsable des «difficultés financières» !».

L'ACTION

Conscients que seule l'action résolue leur permettrait de défendre leur emploi et leurs revendications, ils ont entamé SANS ATTENDRE QU'IL SOIT TROP TARD, une GREVE ILLIMITÉE avec OCCUPATION DES LOCAUX. Cette action a été préparée par les ouvriers organisés en section syndicale CFDT, de manière à mettre le maximum d'atouts de leur côté : effet de surprise, sans attendre les premiers licenciements, choix de la date de démarrage après la paye et alors qu'un stock important de pièces à livrer est dans l'usine, organisation de l'occupation et de la popularisation, ...

Leurs revendications sont claires et fermement posées :

— La direction doit s'engager à poursuivre normalement l'activité de l'usine et à NÉ LICENCIER AUCUN TRAVAILLEUR.

— MEMES SALAIRES ET AVANTAGES à l'usine d'Angers (même direction), ceci étant considéré

comme une première base. Reconnaissance des qualifications.

— LA SEMAINE DE 40 HEURES, l'horaire actuel étant de 43 heures.

— LE PAIEMENT DES JOURS DE GREVE.

Après avoir ignoré les grévistes pendant les premiers jours, la direction leur a fait savoir oralement et sans prendre d'engagement qu'elle envisageait de céder sur certains points... à condition qu'ils reprennent le travail. Mais les travailleurs ne se laisseront pas duper si facilement : ils savent ce que valent des promesses de patron si on baisse les bras ! Malgré les manœuvres et les diverses mesures d'intimidation de la direction, ils sont décidés à poursuivre leur occupation jusqu'à la victoire totale.

La conclusion :

«Luttons classe contre classe pour empêcher tout licenciement à Solmer comme dans les entreprises sous-traitantes et intérimaires ! Non à tout licenciement !»

USINE GRANDIN-MONTREUIL

UN NOUVEAU RATEAU ?

Grandin, entreprise familiale de Montreuil, fabrique des auto-radio et des postes de télévision.

L'entreprise connaît de graves difficultés depuis plusieurs mois et a été reprise en main par Thomson (49,99 % actions) qui organise la liquidation et le licenciement des 500 travailleurs (grande majorité d'ouvrières).

Face aux menaces de licenciements, il n'y a pas eu de mobilisation, donc pas de riposte active.

Les révisionnistes du P.«C».F. ont organisé un rassemblement devant la mairie de Montreuil, et une manifestation, avec les z'élus flanqués de leur écharpe tricolore.

C'est de l'extérieur qu'ils ont décrété la grève avec occupation. Aucune assemblée générale n'a préparé l'action, et bien sûr pas de comité de grève. Les travailleurs n'étant pas mobilisés, l'usine n'ayant pas de grandes traditions de lutte, le nombre de travailleurs qui occupent est très faible d'autant plus que le mouvement a été décrété le vendredi soir (donc la veille du week-end !). Pour les révisionnistes, moins il y a de travailleurs actifs dans la lutte, plus il est facile de magouiller (ils étaient moins de 40 présents dimanche matin !). Ce qui n'empêche pas l'Humanité-dimanche d'écrire : «Les 500 ouvriers de la Société Grandin... occupent l'usine» !

Une délégation municipale révisionniste Louis Odru en tête, partici-

pe le lundi soir à la première assemblée générale. Comme elle l'avait fait pour Darbo, la municipalité P.«C».F. soutient la grève... à sa manière.

Dans quel but les révisionnistes (qui peuvent apparaître comme des «purs et durs») font-ils cela ? L'U.D. CGT déclare dans un tract que l'occupation est menée «pour sauver l'emploi et le potentiel industriel» car «Grandin est viable, mais est condamnée par la politique sélective de restructuration de l'industrie que pratique la Thomson... de connivence avec le gouvernement». Cela ignore la réalité du système capitaliste, où la concurrence élimine les entreprises petites et moyennes (P.M.E.), ce qui fait que Grandin comme beaucoup d'autres ne sont pas «viables» et sont amenées à disparaître. Ce n'est donc pas une question de mauvaise gestion, ou de gouvernement. Les révisionnistes au pouvoir licencieraient tout autant : déjà à Lip, à Titan-Coder, à Hollenstein, ils avaient conseillé d'accepter «quelques licenciements» ; le sort des ouvriers leur importe peu. Ils utilisent les justes revendications, telles celles contre les licenciements, pour tenter de faire passer leur camelote réactionnaire. Mais en voulant se montrer comme les meilleurs défenseurs des P.M.E., ils se font les défenseurs acharnés du capitalisme.

Les travailleurs n'empêcheront pas les licenciements en défendant le «potentiel économique» capitaliste ; mais seulement en engageant la lutte «classe contre classe», donc en dénonçant avec vigueur les manœuvres révisionnistes et en disant : NON A TOUT LICENCIEMENT.

Correspondant H.R. (avec l'aide de travailleurs de Badin)

CLASSE CONTRE CLASSE

SOUTENONS LES TRAVAILLEURS DE BADIN EN LUTTE !

pe le lundi soir à la première assemblée générale. Comme elle l'avait fait pour Darbo, la municipalité P.«C».F. soutient la grève... à sa manière.

Dans quel but les révisionnistes (qui peuvent apparaître comme des «purs et durs») font-ils cela ?

L'U.D. CGT déclare dans un tract que l'occupation est menée «pour sauver l'emploi et le potentiel industriel» car «Grandin est viable, mais est condamnée par la politique sélective de restructuration de l'industrie que pratique la Thomson... de connivence avec le gouvernement». Cela ignore la réalité du système capitaliste, où la concurrence élimine les entreprises petites et moyennes (P.M.E.), ce qui fait que Grandin comme beaucoup d'autres ne sont pas «viables» et sont amenées à disparaître. Ce n'est donc pas une question de mauvaise gestion, ou de gouvernement. Les révisionnistes au pouvoir licencieraient tout autant : déjà à Lip, à Titan-Coder, à Hollenstein, ils avaient conseillé d'accepter «quelques licenciements» ; le sort des ouvriers leur importe peu. Ils utilisent les justes revendications, telles celles contre les licenciements, pour tenter de faire passer leur camelote réactionnaire. Mais en voulant se montrer comme les meilleurs défenseurs des P.M.E., ils se font les défenseurs acharnés du capitalisme.

Les travailleurs n'empêcheront pas les licenciements en défendant le «potentiel économique» capitaliste ; mais seulement en engageant la lutte «classe contre classe», donc en dénonçant avec vigueur les manœuvres révisionnistes et en disant : NON A TOUT LICENCIEMENT.

Correspondant H.R. (avec l'aide de travailleurs de Badin)

vendredi 14 février, à 21 heures, la M.J.C. du Pont des demoiselles organise avec les travailleurs de Badin un quiz de soutien à leur grève.

ACTION UNIE CONTRE LE CHOMAGE !

Plusieurs trusts importants imposent aux travailleurs un chômage de plusieurs jours :

— L'usine de PEUGEOT SAINT-ETIENNE, qui emploie 708 salariés, interrompra sa production du 17 au 21 février inclus.

— L'usine SAVIEM d'ANNONAY (Ardèche), qui emploie environ 2 500 salariés, interrompra sa production du 19 au 22 février.

— USINOR-DEMFIN ferme du 24 février au 2 mars, l'ensemble des 8 200 salariés sont touchés. Trois jours en février et trois jours en mars seront également chômés par une partie du personnel à Longwy (Meurthe et Moselle). Des mesures identiques sont annoncées pour toutes les usines du groupe.

— RHONE-POULENC à Vaulx-en-Velin, il est envisagé de mettre la moitié du personnel, soit 650 personnes, en chômage technique du 22 mars au 20 avril, qui sera précédée d'une période de production maximum.

Par ailleurs 214 licenciements sont annoncés à la S.E.A.L. (menuiserie métallique), filiale d'Alstom à Paris 11e, le 11 février les travailleurs ont manifesté leur opposition. Des menaces de licenciements à B.S.N.-GERVAIS-DANONE (à Gilly, 600 emplois et à Wingles dans le Pas-de-Calais), les travailleurs ont manifesté le 11 février devant le siège social à Paris (rue Caumartin). 2 896 licenciements sont également annoncés à CITROEN.

Ainsi la crise capitaliste s'aggrave, la liste des chômeurs totaux et partiels s'allonge sans cesse.

Les travailleurs, en système capitaliste, ne peuvent avoir comme seule perspective, que la lutte pour leur émancipation totale, et dans l'immédiat de s'unir sur une base de classe pour faire échec à toutes les manœuvres patronales, et plus particulièrement contre tout licenciement.

FOS-SUR-MER:

Non à tout

licenciement

aux usines SOLMER

La direction de Solmer vient d'arrêter le haut-fourneau n° 1. Ce qui se traduit immédiatement par des mutations et des tentatives de licenciements.

A ce sujet, la cellule Gabriel Péri du P.C.M.L.F. a publié un tract où elle dénonce à la fois les positions des révisionnistes :

«Dire qu'il s'agit seulement d'une «mauvaise politique» du gouvernement, c'est dire en fait qu'une autre politique, une «bonne politique» est possible dans le cadre du système capitaliste ; c'est avouer clairement que l'objectif des dirigeants du P.«C».F. et de la C.G.T. est de faire une «bonne politique dans ce cadre là».

Elle démasque aussi la bourgeoisie qui :

«Pour maintenir des profits... rejette le poids de la crise sur la classe ouvrière. Tandis que le chômage s'accroît dans des proportions inégalées depuis 1945, les actionnaires de Solmer font des profits énormes : Sacilor a vu ses profits multipliés par 27 de 1973 à 1974 !...»

Commandez notre brochure :

VIGILANCE CONTRE LE DANGER
SOCIAL IMPERIALISTE
EN EUROPE

L'exemplaire : 3,25 F

